

REDUCTION DES DEPENSES PUBLIQUES QUELLES PISTES D'ECONOMIES ENVISAGER ?

Par Cartes sur table

MARS 2013

L'ESSENTIEL

Afin d'examiner les moyens d'améliorer la gestion publique, *L'Expansion* a demandé à Cartes sur table et à cinq autres *think tanks* de passer au crible les pistes d'économies possibles.

Cartes sur table s'oppose à l'austérité et à la rigueur en période de crise – la Grèce a montré l'échec flagrant de cette politique – et estime que la restauration de la croissance doit constituer l'objectif prioritaire, la réduction des dépenses publiques ne venant qu'en second lieu. Inverser ces deux objectifs est une folie : chaque euro de réduction des dépenses publiques en période de crise détruit des emplois, freine la consommation et fait plonger les commandes adressées aux entreprises.

Des gisements d'économie existent néanmoins et permettraient d'optimiser l'utilisation des moyens publics : une dépense publique juste est en effet une dépense publique efficace.

Certains des gisements d'économie mis en avant par Cartes sur table peuvent sembler audacieux, mais tous reposent sur une même conception de la dépense publique : qu'il s'agisse de l'Etat, de la Sécurité sociale ou des collectivités territoriales, l'argent public doit être utilisé de façon pertinente et efficace, et aider en priorité ceux qui en ont le plus besoin.

Cartes sur table vous présente ici les réponses transmises au questionnaire de *L'Expansion*.

Lire l'article de *L'Expansion* :

http://lexpansion.lexpress.fr/economie/depenses-publiques-comment-trouver-60-milliards_373895.html

cartes sur TABLE

des idées pour la gauche

GISEMENT D'ECONOMIES	ECONOMIE POSSIBLES EN MILLIONS D'EUROS SUR 1 AN	COMMENTAIRE
ETAT		
Pension de retraite (gel, diminution ...)	Suppression de l'abattement de 10% du montant des pensions et des retraites pour le calcul de l'impôt sur le revenu – 3 300 M€	La réduction des dépenses fiscales, déjà bien engagée mais encore insuffisante, est un levier majeur de la maîtrise des finances publiques. Les niches fiscales concernent les domaines les plus divers mais ont un point commun bien peu glorieux : elles réduisent les recettes de l'Etat et accroissent le déficit public. Evaluées par le ministère de l'économie et des finances à 71 Md€ pour 2013, elles représentent presque un quart du budget de l'Etat (299 Md€). Si certaines dépenses fiscales se justifient, d'autres sont injustes : c'est le cas de l'abattement de 10% du montant des pensions et des retraites pour le calcul de l'impôt sur le revenu, à l'heure où les retraités sont dans une meilleure situation que les actifs.
Dépenses de fonctionnement des ministères (regroupement, économie de structures, approvisionnement ...)	Dématérialisation des procédures de la chaîne pénale – 10 M€	Plusieurs procédures de la chaîne pénale pourraient être dématérialisées sans impact négatif sur l'efficacité et la qualité de la procédure judiciaire : généralisation de la pré-plainte en ligne, base de données unique policière et judiciaire, vidéo-audition des prévenus, archives audio ou vidéo remplaçant les prises de notes des greffiers à certaines étapes de la procédure, etc. De manière plus globale, on peut estimer que les gains d'efficacité et de productivité liés à une meilleure utilisation de systèmes d'information et de communication et à l'optimisation des procédures représentent un gisement transversal d'économie qui pourrait atteindre 5% de l'ensemble des dépenses de fonctionnement des ministères.
Autres (agences, doublons ...)	Suppression des maisons de l'emploi – 63 M€ Développement des prisons ouvertes – 60 M€	L'objectif initial des maisons de l'emploi était d'offrir un guichet unique sur le terrain. La création de Pôle Emploi, qui joue désormais ce rôle, remet en cause leur existence. La suppression des maisons de l'emploi pourrait être l'occasion d'une réflexion sur une coopération accrue entre les territoires afin de fluidifier la circulation des offres et demandes d'emploi, ainsi que sur une meilleure articulation entre Pôle Emploi et les missions locales. Le coût moyen d'une journée de détention en prison ouverte – prisons à sécurité minimale, réservées à des détenus triés sur le volet et conçues pour le travail – est inférieur d'environ 40% au coût d'une journée de détention en prison classique. La France pourrait, à l'instar de nombreux pays européens, recourir à ce mode de détention pour 10% des détenus.

Réduction des dépenses publiques – Quelles pistes d'économies envisager ?

Mars 2013

www.cartes-sur-table.fr

cartes sur TABLE

des idées pour la gauche

	Poursuite du rapprochement des Autorités Administratives Indépendantes – 15 M€ Suppression des réductions d'impôt liées à l'emploi d'un salarié à domicile – 3 700 Md€	<p>La France dispose d'une quarantaine d'Autorités Administratives Indépendantes pour un budget global d'environ 300 M€. Si l'existence de certaines d'entre elles, souvent bien connues du grand public, ne fait l'objet d'aucune remise en cause (CNIL, CSA ou encore AMF), la question de la pertinence de certaines structures plus anciennes ou au périmètre plus flou se pose. On dénombre ainsi trois structures en charge de la consommation, trois en charge des médias ou encore quatre en charge d'affaires politiques.</p> <p>La fusion de ces structures ou, <i>a minima</i>, la mutualisation de leurs moyens, représenterait non seulement une économie conséquente mais également un gain d'efficacité de par la clarification du paysage.</p> <p>Les dépenses fiscales liées à l'emploi d'un salarié à domicile génèrent des « effets d'aubaine » évidents : elles bénéficient aux ménages les plus riches, qui même sans cet avantage auraient recours à des employés à domicile.</p>
DEPENSES SOCIALES		
Assurance maladie (gel, non remboursement, changement de tarification ...)	Fin de la prise en charge universelle de la dépendance – 1 000 M€	<p>Le système actuel de prise en charge de la dépendance ne tient pas compte des ressources des personnes âgées bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Une modulation de l'APA en fonction du patrimoine avec, à partir d'un certain niveau de patrimoine, le choix entre une APA minorée de 50% et une récupération sur succession à hauteur du montant versé, rendrait la prise en charge plus équitable.</p>
Politique familiale (quotient, gel, mise sous condition ...)	Suppression du complément libre choix d'activité (CLCA) – 2 000 M€	<p>Le CLCA, perceptible dès le premier enfant et dont le montant ne dépend pas de conditions de ressources, a un double effet négatif : il bénéficie avant tout aux femmes qualifiées et il incite les femmes peu qualifiées à se retirer du marché du travail, ce qui leur fait courir un risque accru de précarité dans les cas où elles se retrouvent ensuite mères célibataires éloignées du marché du travail depuis plusieurs années.</p>
Autres	Recouvrement des sommes dues par les entreprises à la Sécurité sociale – 20 M€	<p>Dans 56% des cas, les entreprises condamnées pour accidents du travail ou maladies professionnelles ne paient pas les indemnités légales dues à la Sécurité sociale.</p> <p>La modification des règles relatives à la faute inexcusable de l'employeur par le PLFSS 2013 devrait permettre d'améliorer les taux de recouvrement, mais une attention particulière devrait être accordée à ce qui peut être considéré comme des formes de fraudes patronales à la Sécurité sociale.</p>

Réduction des dépenses publiques – Quelles pistes d'économies envisager ?

Mars 2013

www.cartes-sur-table.fr

cartes sur TABLE

des idées pour la gauche

	Suppression des aides personnalisées au logement et des prêts à taux zéro – 19 370 M€	Dans le secteur immobilier, les aides personnelles au logement sont des dépenses publiques à l'effet inflationniste. En solvabilisant artificiellement la demande, les prêts à taux zéro (1 370 M€) augmentent les prix de vente des logements. Les aides personnalisées au logement (16 000 M€) ont le même effet sur les loyers, devenus abusifs dans certaines parties du territoire, et bénéficient d'abord aux propriétaires. Finalement, ces « coups de pouce » de l'Etat ne changent rien à la situation de leurs destinataires, qui font face à des prix plus élevés.
COLLECTIVITES LOCALES		
Dotations de l'Etat (réduction, gel, mise sous condition ...)	Intégration du fonds de compensation de la TVA dans l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités – 120 M€	La participation des collectivités territoriales à l'effort d'équilibrage des finances publiques françaises est indispensable. Le gel en valeur de leurs dotations dans le cadre de l'enveloppe normée, tel que décidé pour 2013, permet le maintien de leurs marges de manœuvre financière tout en traduisant cette participation nécessaire. Cette enveloppe n'intègre cependant pas le fonds de compensation de la TVA (FCTVA), dont la hausse est estimée à environ 2%. Or l'intégration du FCTVA dans l'enveloppe normée non seulement apparaît cohérente avec l'effort de solidarité demandé aux collectivités, mais pourrait de plus constituer une incitation supplémentaire à la mutualisation de leurs moyens et à la rationalisation de l'exercice de leurs compétences.
Effectifs (remplacement des départs, statut, gel des embauches ...)	Limitation des stratégies de contournement des règles de rémunération des fonctionnaires territoriaux – 40 M€	Les rémunérations versées par les collectivités territoriales représentent environ 3,5% du PIB, soit plus de 40 Md€. Si le traitement des fonctionnaires territoriaux est déterminé par les grilles indiciaires qui s'appliquent à l'ensemble de la fonction publique, ce qui réduit les marges de manœuvre des collectivités quant à la détermination de ces rémunérations, la loi du 26 janvier 1984 a prévu plusieurs possibilités de contournement – notamment celle pour l'assemblée de la collectivité de maintenir à titre individuel le niveau de régime indemnitaire d'un fonctionnaire territorial –, dont le maintien n'apparaît pas justifié dans une période où la stabilisation de la masse salariale publique apparaît comme une priorité. Même si la limitation des stratégies de contournement n'aura qu'un impact limité, estimé à 1‰, sur le montant total des rémunérations versées, elle pourrait permettre d'économiser près de 40 M€ par an.

Réduction des dépenses publiques – Quelles pistes d'économies envisager ?

Mars 2013

www.cartes-sur-table.fr